

CIBLE

Asthénie ?

Souligné par l'absentéisme massif et l'importance du vote blanc, l'apparent « désintérêt » des Français pour la politique s'explique selon nous par le rejet méprisant ou désespéré de ceux qui, à droite comme à gauche, réduisent la politique au néant de la « communication », des « marchés » et de la « gouvernance ».

Tel ne saurait être l'avis du milieu dirigeant. Nos oligarques ont tout avantage à faire porter sur le peuple la responsabilité du déficit démocratique dont on nous rebat les oreilles. Fidèle interprète de l'opinion des gens d'en haut, un éminent commentateur du *Monde* écrivait au lendemain des législatives qu'une des principales raisons de l'« asthénie démocratique » tenait au caractère « peut-être » inadéquat de l'État et de la politique nationale, face à Bruxelles et au marché mondial.

Il y a un moyen très simple de lever l'incertitude de notre confrère : l'organisation d'un référendum sur le projet de « constitution européenne ». On pourrait ainsi mesurer la capacité de mobilisation démocratique des Français. Mais leur réponse ne plairait « peut-être » pas aux gens du *Monde* et à ces messieurs d'en haut.

LÉGITIMITÉ

Le cas bulgare

Frontières

L'Europe se ferme

p. 5

Législatives

Dures leçons

p. 3 et 12

Hommage à Jacques Fauvet

Ancien directeur du *Monde*, journaliste intègre et rigoureux, Jacques Fauvet est mort le 2 juin. Bertrand Fessard de Foucault rend hommage à celui qui accueillait avec bienveillance les pensées originales et les expressions minoritaires dans un journal qui faisait alors autorité.

Comment relancer le débat public ? Comment poser à la conscience nationale des interrogations portées par tout le monde, dites par personne et pourtant décisives ?

Comparé au corporatisme régressant l'ensemble des médias d'aujourd'hui, le génie de Jacques Fauvet était, fut et sera d'avoir su et voulu ouvrir les colonnes du journal à des plumes qui n'étaient pas professionnelles, qui n'étaient pas notoires, qui ne profitèrent nullement de ce prestige passager qui d'ailleurs tenait au

support-papier de ces colonnes, à l'éclat de cette tribune, mais guère à ce qui était proféré si périodiquement que les notabilités, les professionnels et les puissances installées en étaient évidemment jaloux.

Jacques Fauvet n'en démordait pas. C'était la bataille des petits matins, c'était aussi le dépôt des papiers aux époques où il n'y avait ni télécopie, ni courrier électronique. On dictait à des sténos, que je suppose avoir été casquées comme les demoiselles du téléphone, on portait le papier

et Michel Debré, ministre en exercice, ancien Premier ministre, faisait autant le siège que moi pour être élu à la une ou en « point de vue ». Jacques Fauvet lisait l'entier du journal, abrégait les humeurs, corrigeait moins qu'il fût dit. Il portait à lui presque seul, et le journal s'en honorait, une certaine liberté qui fut celle de la France publique pendant ces cent soixante ou soixante dix ans allant de la Restauration de 1815 à son propre départ du journal. Car afficher un nom qui a puissance, sans le journal, n'est pas apporter au débat ; tandis que prêter quelques heures l'affiche et le compagnonnage du journal entier, de ses professionnels et pairs en éthique et en capacité, à quelque débutant et habituer ensuite le lecteur à l'iconoclaste, c'est renouveler, c'est dire...

D'autres que moi témoignent mieux de l'exceptionnelle qualité de l'information et de la simplicité du rendu de cette

information, de l'aigu d'une plume qui en politique intérieure augmentait si finement et avec tant de perspicacité la voix et la morale d'Hubert Beuve-Méry – les plus anciens se souviennent de ce qui semblait testamentaire à une reprise de carrière au retour des camps de prisonniers. Tous les lecteurs, déjà anciens ou nouvellement gagnés par le journal, comprirent l'exigence et la rigueur de celui qui, succédant à *Sirius*, signait de deux initiales seulement un quasi-verdict dans les grands moments français d'entre 1969 et 1982. Je tiens quant à moi, non pas à rappeler ce dont, avec d'autres, j'ai inoubliablement bénéficié pendant dix années denses, mais à marquer ce qui manque aujourd'hui et ce que beaucoup, lecteurs et collaborateurs, doivent à J.F.

Bertrand
FESSARD
de FOUCAULT

Ancien élève de l'ENA, journaliste, écrivain, diplomate, Bertrand Fessard de Foucault a été « collaborateur extérieur » du *Monde* de mars 1972 à avril 1982. Depuis la bataille pour le non au référendum de 1972 sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, nous entretenons avec ce gaulliste authentique de très amicales relations. Nous nous associons de tout cœur à l'hommage qu'il rend à Jacques Fauvet. L'ancien directeur suivait l'aventure de la Nouvelle Action royaliste avec sympathie et accueillait volontiers Bertrand Renouvin dans les colonnes de son journal et dans son bureau de la rue des Italiens.

Vient de paraître

par Xavier Walter

Le comte de Paris (1908-1999) Un roi pour la France

Une biographie de près de 1000 pages

Prix franco : 45 €.

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Jacques Fauvet - p.3 : De la dérive au naufrage - p.4 : Marlioupin ! - Les États-Unis font le change - p.5 : On ferme ! - p.6/7 : Le paradoxe bulgare - p.8 : Ernekind - Keynes/Bainville - p.9 : La technique, quel roman ! - p.10 : Islande - Matzneff - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Tout savoir, ne rien faire.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (19,10 €) ☐ six mois (30,50 €) ☐ un an (45,75 €) ☐ soutien (95 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

De la dérive au naufrage

Décidé dans la panique au soir du 5 mai, le retournement stratégique du Pôle a conduit ses dirigeants à la déroute qu'ils voulaient éviter lorsqu'ils ont décidé de renouer avec la gauche. Des centaines de candidats ont été jetés dans une mêlée en eaux troubles, des centaines de milliers d'électeurs ont été cruellement déçus.

Dès le 5 mai au soir, et au plus tard le 6, lors de la réunion du bureau du Pôle républicain, il était clair que ses dirigeants effectifs (Jean-Pierre Chevènement, Georges Sarre, Didier Motchane) ne reviendraient pas sur le changement de ligne qu'ils avaient décidé. Ceci malgré les objurgations de celles et ceux qui dénonçaient dans la volonté d'accord électoral avec les socialistes une erreur tactique et une faute politique (1).

Au cours de la campagne pour les législatives, la tröika a persévéré dans l'erreur et aggravé la faute. Cette attitude a été durement sanctionnée lors du premier tour : preuve est faite que la dérive volontaire vers la gauche conduisait au naufrage. Jean-Pierre Chevènement mis en ballottage, puis battu dans sa circonscription ; Georges Sarre éliminé dans le 11^e arrondissement de Paris alors qu'il semblait inex-pugnable, de même que Michel Suchod en Dordogne ; plus de quatre cents candidats jetés dans une bataille sur des mots d'ordre ambigus - les grands principes républicains se mélangeant aux petits arrangements de coulisses, par exemple à Tulle où le Pôle a appelé à voter dès le premier tour pour François Hollande.

Au total, la perte des quatre cinquièmes des voix recueillies au premier tour de l'élection

présidentielle ! Noir bilan, surtout quand on connaît les objectifs poursuivis par Jean-Pierre Chevènement et ses proches : sauver les sièges des députés de l'ancien MDC, préserver le capital électoral, se faire pardonner par les socialistes l'éviction de Lionel Jospin et ne pas se faire accuser d'avoir provoqué la défaite de la gauche aux législatives. Les sièges ont été perdus, le capital électoral a fondu, et les socialistes ont été impitoyables malgré les actes de repentance et les protestations de fidélité.

Dès le lancement de sa campagne, à Belfort le 23 mai, Jean-Pierre Chevènement affirmait qu'il n'avait jamais « renié la gauche » et que son projet n'avait pas changé : « rassembler les hommes et les femmes de gauche dans une refondation républicaine ». Qui conviait, pendant la campagne présidentielle, tous les patriotes à cette refondation ? Celui qui se désignait comme « l'homme de la nation ».

Qui écrivait, pendant la campagne des législatives, que le Pôle « doit être en mesure de rassembler toutes celles et tous ceux qui, venus d'horizons divers, l'ont soutenu durant les derniers mois » ? Georges Sarre, dans une lettre adressée à la NAR et dans laquelle l'ancien député disait sa « très grande tristesse » de voir la Nouvelle Action royaliste quitter le Pôle

républicain. Dans la même missive, Georges Sarre nous assurait qu'il ne s'agissait pas de créer « un super-MDC ». Quelques jours plus tard, un journaliste du *Parisien* (14/6/02) rapportait la réponse de Jean-Pierre Chevènement à une de ses électrices : « Le MDC et le Pôle, c'est la même chose, c'est juste un changement de nom ». Double langage, qui suscite maintes protestations (2)...

Et c'est encore Jean-Pierre Chevènement qui, au lendemain de la déroute électorale du Pôle, appelait « les électrices et les électeurs du Pôle Républicain à se mobiliser pour assurer la présence de députés d'opposition, bien sûr socialistes, mais aussi communistes, Verts là où il y en a, dans la prochaine Assemblée, car il faut qu'il y ait un certain équilibre, en tout cas qu'il n'y ait pas un trop grand déséquilibre ». Voici la famille réunie : les socialistes, dénoncés voici peu comme identiques à leurs adversaires de droite, les communistes superbement ignorés et les Verts autrefois si rudement brocardés. Ceci sous prétexte qu'il faut faire bonne mesure entre le Pareil et le Même.

Ultime illusion : l'homme qui voulait faire « turbuler » le système n'a même plus le moindre poids à mettre dans la balance.

Yves LANDEVENEC

(1) cf. *Royaliste*, n° 795, page 3 : « Éclatement du Pôle ».

(2) Communiqués et tribunes sur le site <http://www.revue-politique.com/> qui remplace, dans le même esprit, celui du Club du 21 septembre précédemment signalé à l'attention de nos lecteurs.

D.S.K.

Toujours actif, Tony Blair. Et inventif avec ça. Il voudrait lancer une sorte d'internationale de centre-gauche, qu'on appellerait « progressiste » pour abuser la clientèle social-démocrate et la prendre dans les filets de la « troisième voie » vaguement sociale et très-libérale.

C'est ainsi que, sous l'égide d'un centre de réflexion (Policy Network) dirigé par notre compatriote Frédéric Michel, un séminaire a récemment réuni autour de Tony Blair, Bill Clinton, Giuliano Amato et autres « progressistes ». Invité lui aussi, Dominique Strauss-Kahn s'était fait excuser en raison des législatives mais, dans un entretien accordé à *Libération*, Frédéric Michel affirme que DSK fait partie « des gens qui collaborent avec nous ».

Tiens donc ! Au moment où la gauche française durement étrillée parle de refondation dans la tradition socialiste, relit les textes fondateurs du socialisme à la française et envisage une reconstruction, Dominique Strauss-Kahn rivalise de blairisme avec Laurent Fabius et collabore avec les idéologues du New Labour et du Parti démocrate américain.

Pourquoi pas ? Il faut savoir que le « progrès » blairo-clintonien concerne la lutte contre l'immigration et contre les délinquants, la défense de l'ordre et la promotion de la morale.

Ces messieurs voudraient-ils détruire les réseaux internationaux d'exploitation des êtres humains, éradiquer le crime organisé, défendre l'ordre économique contre les prédateurs et moraliser l'activité financière ? Qu'il est bon de rêver...

Jacques BLANGY

Marloupin !

Un ami m'a demandé ce que m'inspirent les revenus de Jean-Marie Messier. Si cela vous arrive, répondez comme moi : rien. Ses revenus ne nous inspirent rien.

La pudeur ou le dédain français à l'égard de l'argent ont du bon : nous n'avons pas à fouiller le porte-monnaie de nos voisins et l'on ne pose pas ici la question « *How much do you make ?* ». « Combien faites-vous ? » évoque encore chez nous la pointure des souliers, voire galamment, le tour de poitrine, en aucun cas la paye ou le montant des primes...

Or, par l'indiscrétion de la SEC (Security Exchange Commission), ont été publiées ces intimes confidences sur le directeur de Vivendi Universal : en 2001, il a gagné 5,12 millions d'euros, soit, tous impôts payés, 2,4 millions d'euros ; et touché 835 000 stock-options tandis qu'il détenait 592 810 actions VU valant, au cours d'avant-hier, 18,3 millions d'euros.

1^{re} remarque : même traduites en vieux nouveaux francs – 16 millions de francs de salaire et 120 millions de portefeuille – ces sommes ne disent rien à la plupart d'entre nous. Ce sont des quantités que nous ne fréquentons pas : elles paraissent étrangères, virtuelles, gravitent dans un espace autre que les salaires dont nous vivons – mille, deux, trois, même dix mille euros par mois, étant encore des valeurs échangeables contre des biens concrets, utiles, vitaux – mais 16 millions est un mirage, un vertige. Le type qui gagne ça, comment fait-il ? A quel titre ? Et qu'est-ce qu'il peut bien en foutre ?

Candide fait la moue et le paysan du Perche crache.

2^e remarque : le salaire du monsieur a augmenté de 66 % tandis que son groupe perdait 13,6 milliards (lisez bien « milliards »...) d'euros la même année. Ah ! bon ? Prime à l'efficacité ou à l'incurie ? Les raisonnements de bon sens trébuchent quand on apprend que cinq employés américains, impliqués dans la même désastreuse gestion, gagnent encore plus que le pauvre J2M. L'apothicaire Homais n'y retrouve plus ses comptes, et désespère de tout progrès.

3^e remarque : on pourrait croire que ces trapézistes de haut vol méritent des gratifications hyperboliques en raison des risques encourus par leurs évolutions sans filet. Erreur sidérale. Ces messieurs se concotent, dès le contrat d'embauche, des « parachutes dorés » d'une dimension telle qu'ils ont avantage à être congédiés périodiquement par les actionnaires : trois ans de salaire de base et de primes, soit 17,6 millions de dollars ont salué le licenciement du gentleman Bronfman avant qu'il ne soit réembauché pour « surveiller » Jean-Marie Messier : 130 millions d'euros fut le prix de cette fausse sortie. Il n'a fallu pas moins de douze millions de SMIC annuels pour dédommager ce marloupin et le réinsérer dans le gratin de la planète.

Cela inspire-t-il de l'envie ou du mépris ?

Luc de GOUSTINE

Les États-Unis font le change

Croyants ou mécréants, nous avons gardé de notre premier bain culturel, médiéval et théologique, l'idée que la force est une vertu. Mais cette éminente qualité morale est tout à fait étrangère au taux de change d'une monnaie...

Non, une monnaie « forte » n'est pas nécessairement bonne ! Un gouvernement qui œuvre à la défense ou au renforcement de sa monnaie n'est pas nécessairement vertueux !

Comme en tant d'autres domaines, on mélange les catégories, les critères et on manipule le vocabulaire à tel point qu'on finit par créer dans l'opinion publique des préjugés – celui du « franc fort », et maintenant de « l'euro fort ». Or une monnaie « faible » est un avantage puisque cela favorise les exportations – donc l'activité industrielle au sens large du terme. C'est ainsi que, ces dernières années, la croissance de l'économie européenne a été dans une large mesure favorisée par la faiblesse de l'euro face au dollar.

Cette vérité n'est pas absolue, mais l'actuel mouvement de baisse du dollar devrait inquiéter les dirigeants français et européens. Il n'en est rien. La presse bien-pensante se réjouit de l'appréciation de l'euro face au dollar, les banquiers centraux font de même et les ministres des finances se congratulent. Lors de la réunion du G7 à Halifax, le 15 juin dernier, Hans Heichel a déclaré que dans la zone euro on est « en

faveur d'un euro fort » et son homologue français (Francis Mer) a ajouté que la baisse de la monnaie américaine favorisait la désinflation (nous achetons moins cher notre pétrole) sans tenir le moindre compte du caractère aléatoire de la reprise de l'activité économique.

Mais à quoi bon contester les commentaires des ministres et des banquiers européens, puisqu'ils sont impuissants face à la tendance qui s'affirme. La baisse du dollar n'est pas due à l'offre et la demande sur le marché des monnaies, mais aux décisions implicites des autorités américaines. Depuis 1995, la hausse de la monnaie impériale avantagéait les États-Unis car les capitaux étrangers se plaçaient massivement sur leur territoire (ce qui allégeait le déficit extérieur) et les secrétaires d'État au Trésor vantaient sans relâche le dollar fort. Aujourd'hui la situation a changé : la Bourse est en forte baisse, l'activité est molle, la confiance en chute libre depuis l'affaire Enron. Les États-Unis ont donc besoin d'un dollar faible pour soutenir leurs exportations. Nous subissons les décisions américaines et nous les entérinons. C'est lamentable.

Sylvie FERNOY

On ferme !

La vague bleue en Europe a déferlé sur Séville lors du sommet de la présidence espagnole. Le retour en force des souverainetés nationales dans le domaine du contrôle de l'immigration est un élément nouveau de la donne.

L'immigration est par principe un problème de société qui relève de la compétence nationale de chaque État. Les expériences sont fort diverses d'un pays européen à l'autre. Les populations immigrées sont elles-mêmes fort dissemblables : indo-pakistanaise au Royaume-Uni, turque en Allemagne, maghrébine en France, albanaise en Italie, balkanique en Autriche. Chaque pays en traite souvent bilatéralement avec le ou les pays d'origine de l'immigration. Qu'est-ce qui, tout à coup, rend le problème plus insupportable, pour tous à la fois ?

Les nombres en cause n'évoluent guère. Si l'on exclut les migrations internes à l'Union européenne (Portugais chez nous par exemple), on obtient des pourcentages faibles, inférieurs à l'immigration latino aux États-Unis. Encore faut-il distinguer selon les pays au gré de leurs législations respectives sur la nationalité. Que l'Allemagne compte la plus forte proportion d'étrangers, cela s'explique par la non-intégration de ceux-ci dans la nationalité allemande. On a beau jeu en France d'arguer que la population étrangère est minorée dans la mesure où la moitié de celle-ci a acquis la nationalité française. On rappelle ici des évidences trop souvent méconnues. Les Européens s'opposent donc sur ce sujet plus qu'ils ne devraient s'entendre. Comment expliquer dès lors cette approche soudain commune, indépendamment de

la perception que révèlent les résultats électoraux ? On a voulu y voir une conséquence du 11 septembre, de la levée de bouclier contre l'Islam, de la fermeture progressive mais radicale du territoire des États-Unis à la faveur d'une panoplie de législations unilatérales imposées au reste du monde, alliés compris. En Europe, cet impact occidental se double de la perspective de l'élargissement à l'Est. Celui-ci agit de deux façons : il ne faut pas se dissimuler que les candidats à l'adhésion restent marqués par un héritage communiste dont on ne mesure que peu à peu l'étendue de la xénophobie et du racisme véhiculés par l'instrumentalisation de l'ethnisme. Tout l'effort de la préparation à l'adhésion a consisté à éradiquer ces traces non sans succès mais sans y parvenir totalement.

En même temps, la modification de la frontière extérieure de l'Union, du fait de l'élargissement, aura pour effet de faire reposer sur ces pays l'essentiel de la charge du contrôle de l'immigration. Les problèmes auxquels sont aujourd'hui confrontés les gardes-frontières allemands sur l'Oder-Neisse, ex-frontière entre la RDA et la Pologne, les Autrichiens sur les frontières tchèque, slovaque, hongroise et slovène, seront reportés en avant, aux frontières avec l'Ukraine et l'ex-Yougoslavie. On voit d'ici l'ampleur du défi. Le chancelier autrichien a raison de penser qu'il serait ainsi débarrassé d'une tâche impossible et que, de l'allègement des

pressions actuelles, peut être escomptée une diminution des voix se portant sur l'extrême droite. Mais si c'est pour en charger les nouvelles démocraties d'Europe centrale, n'est-ce pas un cadeau empoisonné ?

La commission de Bruxelles pousse en faveur d'un corps européen de gardes-frontières, couverture pour permettre à nos policiers et gendarmes d'opérer en toute impunité dans les pays tiers. L'Espagne y serait favorable. Si c'est la solution pour que chaque État-membre ne réintroduise pas le contrôle à ses propres frontières – comme vient de le décider le Danemark à la veille de prendre la prochaine présidence de l'Union – l'idée pourrait progresser. Si c'est également la seule possibilité d'éviter une militarisation des frontières extérieures, avec l'érection d'un nouveau mur de Berlin quelques centaines de kilomètres plus à l'Est, elle pourrait gagner en audience. On ne peut s'empêcher de penser néanmoins qu'en faire un pilier de la politique de sécurité commune, d'abord n'arrangerait pas nos relations avec la Russie ni sans doute avec la Turquie, mais surtout donnerait au volet sécuritaire une priorité qu'il sera ensuite difficile de réconcilier avec les valeurs qui sont consacrées dans la charte des droits fondamentaux adoptée à Nice. Que signifierait dans de telles conditions l'élargissement ? Un progrès démocratique ou un retour à l'ethnisme ? Il vaudrait mieux aborder courageusement les problèmes de front, ceux de l'intégration chez nous, ceux de la démocratie et du développement dans les pays d'origine. Mais est-on prêt à cet effort sur soi ?

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ALBANIE** – Condamné par contumace, en 1999, à trois ans de prison ferme pour avoir organisé une manifestation non autorisée après le référendum de 1997, le roi Leka 1^{er} ne pouvait rentrer en Albanie risquant d'être immédiatement incarcéré. La Cour d'Appel ayant qualifié le jugement d'irrégulier, l'affaire est revenue devant le tribunal qui a ramené la peine à deux ans de prison avec sursis. Le roi peut donc désormais rentrer sans risque dans son pays et le 28 juin atterrira, à l'aéroport Mère Teresa de Rinas, un avion spécial avec à son bord le roi Leka (âgé de soixante-trois ans), son épouse la reine Suzanne, le prince héritier Leka (âgé de vingt ans) ainsi que la reine-mère Géraldine (âgée de 87 ans), veuve du roi Zog 1^{er}. Ce retour est annoncé comme définitif par les porte-parole de la famille royale.

♦ **BELGIQUE** – La princesse de Réthy, veuve du roi des Belges Léopold III, est décédée à l'âge de 86 ans. La princesse Liliane – que feu le comte de Paris avait définie comme « la plus belle femme du monde » – avait épousé discrètement le roi Léopold pendant la Seconde Guerre mondiale, mais n'avait pas réussi à gagner le cœur des Belges restés profondément attachés au souvenir de la reine Astrid, la première épouse du souverain. Elle avait été déportée avec toute la famille royale par les nazis puis avait vécu difficilement la douloureuse « question royale » qui a divisé les Belges après la guerre. Le couple a eu trois enfants Alexandre, Marie-Christine et Esméralda. Depuis la mort de son époux en 1983, elle n'avait fait que de rares apparitions publiques.

♦ **AFGHANISTAN** – C'est suite aux vives pressions des Américains que les délégués royalistes à la Loya Jirga ont renoncé à présenter la candidature du roi Zaher Chah comme chef de l'État. Celui-ci avait pourtant cherché à désamorcer leur opposition en précisant qu'il « n'avait pas l'intention de restaurer la monarchie » et en déclarant « que le titre de roi (lui) est indifférent, les gens m'appellent Baba (père en langue dari) et je préfère ce titre ».

♦ **GHANA** – A l'invitation du gouvernement néerlandais, le roi des Ashanti, Osei Tutu II, est venu en visite officielle aux Pays-Bas pour participer aux cérémonies du 300^e anniversaire des relations diplomatiques entre les Pays-Bas et le Ghana.

Le cas de Siméon II, roi devenu Premier ministre, est tombé rapidement dans le cours tranquille des choses banales.

L'équilibre subtil qui s'est réalisé en Bulgarie reste cependant d'un intérêt exceptionnel pour la réflexion sur le Politique, et tout particulièrement sur la légitimité du pouvoir et sur la logique des conflits qui l'affectent. Il faut souligner la singularité de cette situation. Car la transmission paisible des fonctions constitutionnelles a fait oublier le risque du conflit qui aurait pu surgir entre deux pouvoirs amenés, par le jeu de la vie politique, à entrer en rivalité violente.

Pour faire ressortir la logique conflictuelle qui aurait pu s'installer et se durcir en mai-juin 2001, il paraît intéressant de faire référence à la théorie du « double pouvoir » par laquelle certains historiens ont voulu rendre compte des révolutions modernes et contemporaines. Le signe annonciateur d'une proche révolution est le conflit qui naît et qui se développe entre le pouvoir légal exercé par un gouvernement régulièrement constitué et le pouvoir de fait exprimé par des comités et des conseils manifestant peu ou prou la volonté populaire. Trois exemples classiques illustrent ce point :

1/ La Révolution française lorsque se développe en 1792 le conflit entre le pouvoir constitutionnel (le roi, l'Assemblée nationale, régulièrement institués selon la Constitution de 1791) et le pouvoir des sections parisiennes et des clubs qui ont leurs relais en province.

2/ La Révolution russe lorsque, en 1917, se durcit le conflit latent entre le gouvernement légal issu de la Révolution de février et les soviets d'ouvriers et de soldats.

3/ La Révolution espagnole qui s'accomplit au cours de la guerre civile et qui aboutit, en 1937, à un conflit entre le gouvernement républicain de Madrid et les groupes d'extrême gauche (marxistes du POUM ; anarchistes de la CNT-FAI) qui détiennent de fait une partie du pouvoir civil et militaire - surtout en Catalogne.

Une solution insurrectionnelle

Dans les trois cas, la solution du conflit est de nature insurrectionnelle, et c'est le

pouvoir de fait qui sort vainqueur de l'épreuve de force dans les deux premiers cas évoqués :

A Paris, le conflit entre le roi et le peuple révolutionnaire de Paris aboutit à la prise des Tuileries le 10 août 1792. Puis la Commune insurrectionnelle, qui est toujours un pouvoir de fait, s'oppose au pouvoir légal de l'Assemblée et provoque la chute de la Gironde le 31 mai 1793.

A Petrograd, nul ne l'ignore, l'insurrection des soviets entraînés par le parti bolchevik aboutit en octobre 1917 à la prise du Palais d'Hiver.

A Barcelone, dans les premiers jours de mai 1937, éclate l'affrontement armé entre les militants du POUM et de la FAI, d'une part, et les militants du Parti Communiste et du syndicat communiste UGT d'autre part. Mais cette fois, c'est le pouvoir légal qui sortira vainqueur du conflit.

Cette dialectique mériterait d'amples commentaires car la situation apparente de duel entre les pouvoirs, qui renvoie à la lutte classe contre classe, tend à faire oublier l'influence de la guerre et, à l'intérieur du pays, la présence d'un tiers dans le conflit - le club des Jacobins, le parti bolchevik, le Parti communiste espagnol. Mais il s'agit ici d'évoquer un schéma relativement pertinent pour mieux faire ressortir la singularité de la situation bulgare.

Le paradoxe bulgare

Le succès électoral du roi Siméon II a fait oublier le caractère périlleux de la démarche, car l'hypothèse classique du conflit entre deux pouvoirs pouvait être

Symbolique politique

Le paradoxe bulgare

compliquée par le conflit de deux légitimités.

Double pouvoir, double légitimité. Pour appréhender la complexité de la situation, il importe de distinguer le pouvoir et la légitimité :

- Le pouvoir est ce qui rend possible : ce peut être la mise en œuvre de la force, selon la loi et (ou) selon le droit ; ce peut être la mise en œuvre de la violence, par le recours aux armes.

- La légitimité contient la légalité mais elle se définit plus largement comme capacité à incarner l'histoire collective et à servir l'intérêt général, selon le consentement populaire. La légitimité pleine et entière est historico-juridique, républicaine et démocratique.

L'objectif de l'action politique est de rendre le pouvoir pleinement légitime, selon la définition complète de la légitimité. Ce qui est rarement le cas dans l'Europe contemporaine, la Bulgarie offrant quant à elle une solution inédite qui est le résultat d'une dynamique politique tout à fait particulière. Trois périodes doivent à cet égard être distinguées.

1) Mars-avril 2001 : confrontation de deux légitimités.

La première période s'ouvre avec la décision prise par le roi de rassembler un mouvement politique en vue des élections législatives - ce mouvement étant intitulé de façon significative *Mouvement national Siméon II*. L'homme qui inspire ce rassemblement se situe clairement dans la

continuité de l'histoire nationale bulgare, selon le principe dynastique de succession. Il affirme donc la légitimité historique d'un roi chassé de son royaume par une violence négatrice des règles de l'État de droit.

Face à cette légitimité royale, existe la République bulgare qui satisfait pleinement au critère de la légalité et qui répond à deux critères sur trois pour ce qui concerne la légitimité. « La République de Bulgarie est un État de droit » (Article 4-1 de la Constitution) ; cette République se fonde sur le principe de la souveraineté populaire (article 2) et elle définit la Bulgarie comme « une république à régime parlementaire » (article 1) selon un texte constitutionnel démocratiquement adopté. Si l'historicité de ce régime est faible, le consentement populaire est avéré et les deux premiers chefs de l'État bulgare ont eu manifestement la volonté de servir le pays tout entier.

Il était donc logique (si non normal) que les représentants de ce régime républicain entreprennent un travail de dénégation de la légitimité historique du roi Siméon II et tentent de s'opposer légalement à la constitution du MNSII afin de priver le roi de la légitimation démocratique qu'il recherchait.

2) Mai-juin 2001 : transposition du conflit possible.

Le conflit sur la légitimité et les oppositions légales au MNSII auraient pu tourner à une situation d'affrontement dont l'histoire offre maints exemples : manifestations de rues et contre-manifestations accompagnées de violence, chaque protagoniste s'efforçant de prouver qu'il est victime de l'autre.

Or ce conflit possible entre le pouvoir de la rue et le pouvoir légal s'est rapidement transformé en compétition sur le terrain électoral, en raison de la volonté démocratique exprimée par le roi qui refusait toute dramatisation et par les représentants de l'État.

Ce double choix démocratique a permis le déroulement normal de la campagne électorale et la transmission paisible du pouvoir légal, lorsque le président de la République a désigné Siméon de Saxe-Cobourg au poste de Premier ministre.

3) Juillet-novembre 2001 : résolution légale de la question de la double légitimité

Cette période est celle de l'installation du Premier ministre dans son rôle, tandis que la campagne présidentielle aboutit à l'élection d'un nouveau président de la République, situé à gauche - sans qu'il y

ait aucun signe de conflit de pouvoir et de légitimité.

Enseignements

Le paradoxe bulgare aboutit à une répartition subtile des charges symboliques et à une redéfinition du Politique.

- Quant aux charges symboliques, le chef de l'État est incontesté dans sa fonction constitutionnelle : il « incarne l'unité du peuple » (art. 92 - 1). Le roi Siméon incarne, au moins pour ses électeurs, l'unité de la nation conçue et vécue selon son identité historique.

- L'idéal républicain transcende la dualité de la fonction symbolique, ce qui permet aux deux légitimités de se situer différemment dans la temporalité politique. Le président de la République incarne l'unité du peuple pour le présent et le proche avenir : le temps de son quinquennat. Le roi Siméon II incarne l'unité de la nation dans la longue durée.

Tous deux se conçoivent avant tout comme serviteurs de l'État. La République ne peut donc plus se définir comme « absence de roi » mais effectivement comme *res publica*, comme État de droit englobant la question du régime politique et celle de la symbolique : l'unité, dans sa double incarnation n'est qu'une des modalités du Bien commun qui exige la justice et la liberté.

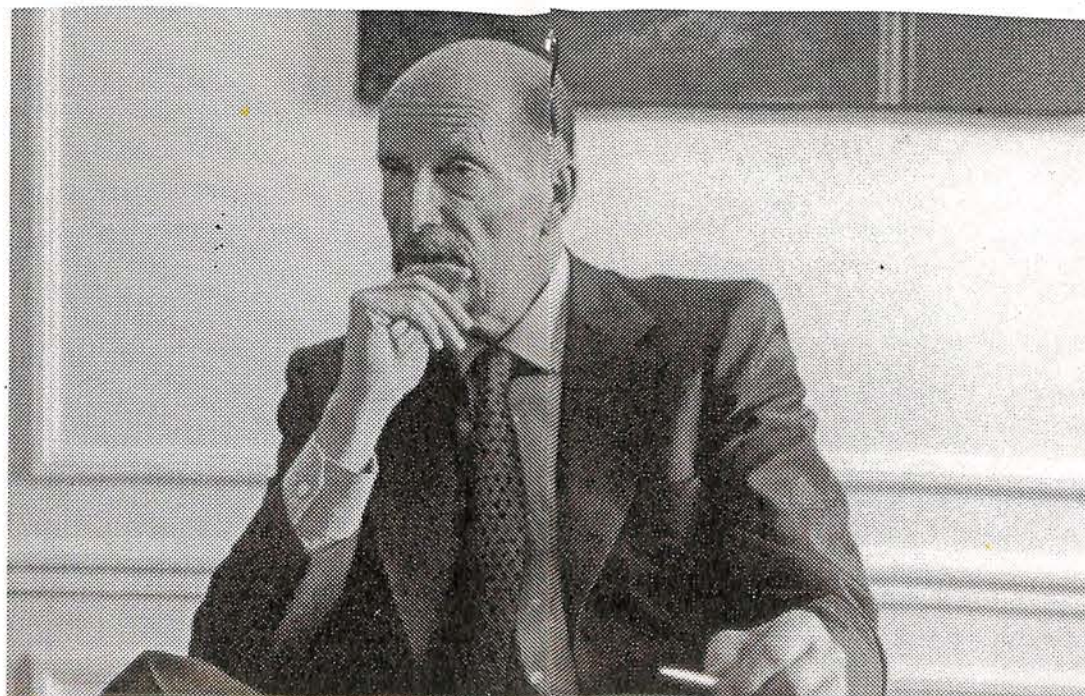
Il y a donc dépassement de l'opposition idéologique entre Monarchie et République, comme en France mais d'une autre manière :

En 1958, le général de Gaulle sauve la République pour instaurer une monarchie républicaine, qui donne à la France l'État dont elle a besoin pour continuer son aventure historique.

La République bulgare accueille quant à elle un roi pour servir l'État (et sans doute pour renouer le fil de sa propre aventure historique).

Charles de Gaulle et Siméon de Bulgarie sont tous deux des hommes d'État qui incarnent la légitimité nationale et qui bénéficient du consentement populaire. Tous deux ont voulu prouver leur capacité à servir le pays tout entier pour que leur légitimité satisfasse au critère du service effectivement rendu à la collectivité. Pour Charles de Gaulle, le jugement appartient aux historiens. Pour Siméon de Bulgarie l'opinion est en train de se faire. Mais il paraît clair que les processus de légitimation de l'autorité en Bulgarie ont déjà permis de renforcer la paix civile et de conforter l'État de droit. Or ce sont là les deux conditions premières du développement économique et du progrès social.

Bertrand RENOUVIN



Ernekind, sa vie, son œuvre, son destin

Le baron de la République est un pensum de 316 pages, dédié à la gloire d'Ernest-Antoine Seillière (dit de la Borde), patron du Medef et inventeur de l'idée de « refondation sociale ».

Baron ? Baron, avez-vous dit ? Ce titre n'est pourtant pas mentionné par le pourtant très exhaustif Révérend... L'intéressé déclare toujours que ce titre n'a pas d'importance pour lui, mais le laisse tout de même inscrire au fronton de cette hagiographie très autorisée. Allez comprendre.

Ernest-Antoine, « Ernekind » pour sa nounou et ses intimes, est le digne rejeton d'une famille ou plutôt de deux familles ayant depuis deux ou trois siècles œuvré au développement industriel de notre pays.

Ernekind raconte son enfance, ses études, ses hôtels particuliers, ses châteaux, ses amis, ses affaires, ses idées, ses projets, sa fierté, sa réussite, etc. Les auteurs de l'ouvrage nous vantent la nouveauté de l'écriture de cette biographie, faite de témoignages juxtaposés. Il s'agirait d'une méthode nouvelle en France, et venant de... Cela je n'ai pas besoin de le préciser, vous l'aurez deviné. Bref si le procédé est nouveau, les idées contenues datent franchement pour leur part.

On nous explique ce qu'est la noblesse du métier de dirigeant et de l'état d'actionnaire, je cite « être actionnaire pour nous, c'est s'engager à vivre avec une affaire les bons et les mauvais moments dans la durée pour conduire une stratégie de leader. » Diantre ! Risible, sauf pour les employés d'AOM-Air Liberté non-adeptes de l'humour décalé.

Côté mauvais moments : la restructuration de la sidérurgie dans les années 70, et la « spoliation » dont a été victime

la famille, et par un gouvernement de droite ! Précisons tout de même que les banques, nationalisées à l'époque, avaient prêté, à fonds perdus, des sommes colossales au groupe. Les bons moments : la reconstruction d'un groupe pendant vingt ans avec son cortège de restructurations et de licenciements, points de détail qui ne tiennent que peu de place dans l'ouvrage.

Vient ensuite un chapitre sur la refondation sociale, œuvre maîtresse d'Ernekind. Il en est fier de son idée, Ernekind. Après avoir beaucoup cherché dans le livre je n'ai pas trouvé une explication satisfaisante des effets bénéfiques que cela pourrait avoir sur les salariés. Ce n'est sans doute pas le problème.

Le seul mérite de cet ouvrage, que vous pouvez largement éviter de lire, c'est qu'il nous fait découvrir, au fil des entretiens avec la cinquantaine de personnes interrogées, ce que pensent profondément les « élites dirigeantes » et, ça, c'est édifiant ! A part cela ? Bof ! Ernekind n'a jamais rien créé de sa vie, il s'est contenté de « patchwork », de tailler, de coudre. De création, rien, d'inventivité, aucune, de prise de risque sans épais matelas, jamais. C'est ce qui le distingue de véritables créateurs d'entreprise qui lui dénierons jusqu'au bout le droit de les représenter.

Pascal BEAUCHER

Jean Bothorel et Philippe Sassi - *Seillière, le baron de la République* - Robert Laffont - prix franco : 19,70 €.

Keynes/Bainville : match nul ?

Le renouveau des études bainvilliennes se confirme : Jacques Bainville accède enfin à une collection grand public grâce à la réédition par Gallimard des *Conséquences politiques de la paix*.

Il y a à peine dix-huit mois, les éditions Bartillat publiait sous le titre *La Guerre démocratique* le journal inédit de Bainville de 1914-1915 qui constitue la genèse de cet ouvrage capital pour la critique du traité de Versailles de 1919. Avec la magistrale biographie signée Dominique Decherf, parue simultanément, nous disposons maintenant de la trilogie nécessaire à la consécration de ce grand historien comme penseur politique et homme d'État. Son œuvre peut désormais se comparer à celle des plus grands, à commencer par l'économiste John Maynard Keynes, réédité en parallèle dans le même volume. L'entreprise mérite un éloge appuyé pour son audace éditoriale. Non content de placer les deux œuvres, *Les Conséquences économiques de la paix* et *Les Conséquences politiques de la paix*, sur un même pied, l'éditeur fait la part belle à la seconde. La préface d'Édouard Husson consacre en effet un tiers de commentaires de plus à Bainville qu'à Keynes.

Il est vrai qu'en l'occurrence c'est Bainville qui avait vu vrai et Keynes qui était dans l'utopie. Par réalisme, mais aussi parce que le livre avait un « caractère de programme pour la politique française qui, s'il avait été suivi, n'aurait pas fini en juillet 1940 ». Dont acte !

A l'inverse Keynes avait une vision économique, mondialiste, « de l'Atlantique à l'Oural » qui méconnaissait à l'évidence les réalités politiques d'un âge idéologique.

Finalement, tous deux ont échoué. Édouard Husson souligne que la « politique de

droite » défendue par Bainville allait à l'encontre des principes de la Révolution française et de la République « républicaine ». Par ailleurs, on sait à quelle catastrophe a conduit la politique des transferts financiers internationaux des États-Unis vers l'Allemagne au tournant des années 30 plongeant le monde dans la grande dépression. Les idées de Keynes allaient à l'encontre des règles élémentaires du capitalisme international.

Le paradoxe est bien que Bainville s'avère plus fin économiste et Keynes plus pur politique. Le nationaliste français est le plus classiquement libéral-conservateur, ce qui est sa radicale exception. L'homme du Trésor britannique est un pur produit de la gauche intellectuelle de Cambridge, ce qui sera également son originalité fondamentale.

Entre les deux, Édouard Husson balance. On le sent de cœur avec Bainville, tout en donnant raison à Jaurès et aux sociaux-démocrates allemands, sans emporter sur ce point la conviction du lecteur qui sera plus séduit par les deux textes originaux de 1920.

Yves LA MARCK

J. M. Keynes - *Les Conséquences économiques de la paix* et J. Bainville - *Les Conséquences politiques de la paix*, préface par Édouard Husson (traduit et annoté par David Todd), Ed. Gallimard, un volume collection Tel, prix franco : 15,70 €.

Jacques Bainville - *La Guerre démocratique (Journal 1914-1915)* - Bartillat, prix franco : 19,50 €.

Dominique Decherf - *Bainville, l'intelligence de l'Histoire*, Bartillat - prix franco : 22,00 €.

La technique, quel roman !

La technique, on ne devrait pas en faire toute une histoire. Il y a un mode d'emploi ou quelqu'un qui vous montre comment ça fonctionne. Et puis, que ce soit un moulin à vent ou un téléphone, ça marche ou pas. On peut mettre le nez dans la machine, examiner de près le mécanisme ou suivre de bout en bout une chaîne où se fabrique un tube cathodique. Mais bientôt on se lassera, à moins d'être technicien ou historien des techniques : trop d'objets, trop différents...

Bien avant l'arrivée du TGV et du portable, Aristote avait donné une définition de la technique qui vaut toujours la peine d'être méditée : la *technè*, c'est la « disposition à produire (*poièsis*) accompagnée de règles exactes ». Une production, doit-on ajouter, qui fait système et qui se développe selon divers réseaux. Ce qui n'est pas difficile à comprendre si l'on songe au chemin de fer, et plus précisément à la SNCF. Nous sommes là dans le concret, dans l'empirique, mais aussi dans l'institutionnel puisque la SNCF est une entreprise nationale, suite à une décision politique.

En première analyse, la technique n'est pas une vue de l'esprit : il nous importe seulement que les trains partent et arrivent à l'heure. Retenons cependant que la technique ne s'engendre pas elle-même comme dans les récits de science-fiction ou dans l'histoire « progressiste » : des robots peuvent certes fabriquer des automobiles mais le développement de la circulation automobile est affaire de droit, d'aménagement routier du territoire, de police...

Au fil de ces évocations banales, n'oublions pas la publicité, faite d'images et de slogans qui nous plongent dans des abîmes de réflexions. Voici quelques années, le TGV nous permettait de « gagner du temps sur le temps » ; puis France Télécom nous donna « un avenir d'avance ». A quoi sert ce verbiage ? Pour aller de Paris à Lyon, il suffit qu'on nous indique les horaires et les prix... Apparemment, cela ne suffit pas puisque la « communication » sur les techniques est omniprésente et séduit d'immenses foules : la télévision et le magnétoscope nous ouvraient les portes d'un univers de haute culture et de démocratie, et maintenant c'est Internet qui libère l'Homme aussi sûrement que Moulinex a « libéré la femme ».

Ce qui n'empêche pas des millions de citoyennes et de citoyens de se heurter aux toujours même impasses sociales et psychologiques. Faut-il alors aller oublier la technique sur le plateau du Larzac ? Dénoncer l'aliénation de l'homme dans la technique, la technicisation de la politique à la manière de Machiavel et l'arraisonnement (conçu comme mise à la raison) du monde par la technique à la manière de Martin Heidegger ? Ou au contraire vouloir toujours plus de techniques émancipatrices ? Débats classiques, qui tourment aujourd'hui à l'avantage des modernes technophiles contre les ringards technophobes. Tout ministre de l'Éducation nationale qui proclame, dans la tradition des Encyclopédistes, la nécessité de mettre l'ordinateur (et maintenant Internet) dans toutes les salles de classe s'attire immédiatement les faveurs de la grande presse et de Bill Gates. Toute moue dubitative renvoie dans l'enfer obscurantiste.

Ceux qui ne se satisfont pas de ce manichéisme ont tout intérêt à suivre Lucien Sfez dans son analyse des relations entre la technique et l'idéologie (1). On n'y trouvera pas le complet recensement des idéologies ou des utopies techniques, ni le résultat du match entre la Technique et les « grandes idées » mais des éclaircissements qui portent sur les conditions de production des techniques ou plus exactement sur les conditions de possibilité des technologies anciennes et nouvelles.

Éclaircissements brutaux et même provocateurs si on les résume sous forme de thèses - solidement étayées dans le livre par nombre d'entretiens et d'enquêtes et appuyées sur des références philosophiques majeures. Pour Lucien Sfez, la technique est bel et bien une vue de l'esprit sur la chose. Comprendre une technique, c'est la connaître et cette connaissance se diffuse par le moyen de discours riches en images et en métaphores : toute technique est une technologie, un discours sur la technique qui n'est pas seulement un enrobage plus ou moins philosophique. Ce discours techno-logique est en effet un récit. Plus précisément c'est une fiction (un récit vraisemblable et crédible) qui engendre telle ou telle technique dans une certaine « communauté de croyances » et qui inspire effectivement les actions entreprises dans le champ sociopolitique.

L'affirmation paraît quelque peu romanesque et bien étrangère à l'esprit de sérieux et au solide réalisme qui préside à l'innovation technique. Pourtant l'utopie saint-simonienne est à l'origine des agissements de la technocratie. Pourtant, l'abonnement à Internet est pour une bonne part provoqué par la description fictive d'une démocratie mondiale, d'un libre accès à une communauté planétaire de savoirs, conviviale et transparente... Ceci, comme toujours, à grands renforts d'images : un clic sur un *icône* et nous voici transformés en *internauts* « surfant » sur la *Toile*... Les techniciens donnent toujours une représentation imagée de ce qu'ils font et nous donnent à faire - ce qui ne signifie pas qu'il y ait un imaginaire technicien. Les investisseurs ne sont pas en reste. Eux aussi diffusent toute une imagerie techno-sociale destinée à faire accepter leurs produits. Il est instructif à cet égard de retrouver les expressions qui accompagnèrent voici douze ans le lancement du Plan Câble, censé ouvrir la route d'un monde « branché », dans lequel l'espace est vaincu et l'égalité assurée à tous et en tous lieux par la magie de la « télé présence »...

Les publicitaires chargés de faire accepter une réforme (par exemple celle des Postes et Télécommunications, magistralement analysée dans l'ouvrage) et de vendre des produits techniques vont encore plus loin puisqu'ils s'ingénient dans leurs messages à effacer la technique : dire que France Télécom a un « avenir d'avance » est une tautologie qui ne nous renseigne ni sur l'avenir de l'entreprise publique ni sur son matériel téléphonique.

Ce beau langage embrouille tout : l'utopie, la fiction, le pragmatisme des milieux d'affaires, la politique, le social... Lucien Sfez remet de l'ordre dans toutes les notions et les organise dans son propre dispositif critique. L'utopie ne doit pas être confondue avec le fictif, l'imagerie avec l'imaginaire, les effets discursifs avec la symbolique politique. La technique apparaît dès lors comme une idéologie qui ne peut s'instituer par elle-même ni être vendue pour elle-même sur le marché globalisé (cette autre illusion) par la diffusion d'images, aussi habilement fabriquées soient-elles. Pour que la technique opère, il faut une intervention de l'État autorisant (comme pour France Télécom) la mise en œuvre d'une technique. Il n'y a pas de contrainte technologique mais, toujours, la possibilité d'une libre décision politique.

B. LA RICHARDAIS

(1) Lucien Sfez - *Technique et idéologie, Un enjeu de pouvoir*. Seuil, 2002, prix franco : 23 €.

Islande

« **V**oyager en Islande, c'est arpenter les chemins de la Création en remontant les temps géologiques, partir à la découverte de paysages déconcertants et s'immerger dans une nature à l'état brut, toujours en gestation, riche d'une étonnante diversité ».

Volcans, glaciers, geysers, fjords, lacs, cascades, rivières façonnent le visage de l'une des plus jeunes îles au monde.

La violence des flots, le vent, le gel, la pauvreté du sol accentuent le caractère austère d'un pays qui connut bien des catastrophes : famines, épidémies, invasions...

Qu'arrive l'automne et soudain la toundra « s'enflamme d'un jaune lumineux, d'ocres, de notes orangées, de brun sombre ».

C'est un peuple farouche, opiniâtre et pétri d'individualisme qui occupe ces contrées. Un peuple qui n'a pas oublié qu'au XVI^e siècle, « les familles travaillaient, mangeaient, dormaient dans une pièce unique pour conjurer le froid, l'humidité et la quasi-obscureté ».

Conquérant son indépendance en juin 1944, l'Islande a su préserver son identité.

C'est à la découverte de ce pays étrange et fascinant que nous convie ce superbe ouvrage. Les photos saisissent une nature sauvage, brutale, intacte.

Michel TACK

Oliver Grunewald et Bernadette Gilbertas - « *Islande, l'île rebelle* », Nathan, Paris, 2001, album de 192 pages - prix franco : 39 €.

Matzneff, un esprit libre

Le style fulgurant du mousquetaire de Combat, la prose subtile du chroniqueur de haute volée du Monde nous avaient enchantés. Voici réunis en un nouveau volume, pour notre bonheur, articles, lettres et conférences rédigés au gré d'événements intimes ou historiques par un homme de lettres marqué du sceau de l'indépendance.

En ces temps de conformisme généralisé, il est réjouissant de pouvoir lire un esprit libre. Libre, Gabriel Matzneff l'a toujours été. La sortie de son dernier recueil d'articles (1) vient opportunément nous le rappeler. C'est la gloire, Pierre-François ! recouvre, de 1962 à 2001, de « De Gaulle à Ben Laden », quarante années de collaboration à des publications diverses parmi lesquelles notre cher *Royaliste*.

Au fil des pages reviennent dans notre mémoire défaillante ou inopérante des événements lointains dont le bruit et la fureur se sont certes dissipés mais dont la substance constitue toujours une des matrices essentielles de notre aujourd'hui : la guerre froide, la guerre d'Algérie, mai 68, les métamorphoses du gaullisme, les conflits israélo-arabes... Alors la liberté matzneffienne devient évidente. Quand les militaires et les diplomates de tous bords nous assuraient de la division de l'Europe à perpétuité, l'homme de foi, l'assoiffé de spiritualité ne pouvait y croire tout en pressentant les dangers encourus par une Russie troquant à grande vitesse les illusions perdues du communisme contre les mirages du capitalisme sauvage. Même jugement mais en termes inversés pour une décolonisation, estimée inéluctable mais lancée

dans une impasse si elle optait sans discernement pour le collectivisme marxiste. Au printemps 68, à l'instar de la France, notre auteur s'ennuie, déprimé par la pesanteur du gaullisme officiel. Il file en Espagne et découvre à son retour un Quartier Latin surchauffé. La fête dionysienne n'est pas pour lui déplaire mais lorsqu'elle est théorisée sous la forme d'un jargon nietzschéen-trotskyiste à l'usage des masses, l'initié aux mystères d'Éleusis rit sous cape. Quant aux affaires du Proche-Orient, il a constamment souligné l'injustice faite au peuple palestinien, injustice grosse de tous les extrémismes.

Voilà pour l'appréciation de la grande histoire, qui prouve que Matzneff le détaché, le nihiliste aérien, le joueur contemplatif sait se montrer attentif au fracas du monde et poser sur lui un regard juste et parfois prémonitoire. C'est que pour cette race d'écrivain, d'essayiste, de polémiste à laquelle il appartient, il n'y a pas de sujets nobles et de sujets ignobles : tout est sujet. De ses tourments d'amoureux transi au maelström de la politique planétaire tout est relié, tel est le miracle Matzneff. On comprend alors pourquoi ce fils de l'orthodoxie est un être profondément religieux. Aux yeux d'un esprit lucide, les détails d'une vie intime ont autant d'importance que les

bouleversements des empires. Pour cette âme qui s'est véritablement incorporé le meilleur de la culture gréco-latine, pour cet homme familier des esprits universels de la Renaissance, tout fait signe et renvoi, microcosme et macrocosme se correspondent. Aussi n'est-il pas vain de s'intéresser aux aventures de Tintin, de s'attarder un instant sur les filles du Crazy Horse ou de faire l'apologie de la diététique selon Byron qui est une philosophie à elle toute seule.

On retiendra aussi dans cet ouvrage la conférence intitulée *Qui est « Je » ?* où l'auteur de *La prune de mes yeux* s'interroge sur l'usage de la première personne par le diariste et le poète. Au fond où est le vrai Matzneff ? Et y en a-t-il un ? Écrire c'est choisir, nous avertit ce grand styliste. Même le plus honnête des autoportraits ne sera qu'une pâle copie d'un insaisissable original vu toujours sous un certain angle. « *Contrairement à ce que pensent certains, le journal intime, le plus sincère, le plus spontané des journaux intimes est, lui aussi, comme le roman, le poème ou l'essai, la vérité choisie, stylisée* ». Chaque être reste un mystère et surtout pour lui-même.

Mais si vous voulez nonobstant percer un peu plus le mystère Matzneff, vous aurez tout le loisir de le faire en vous rendant sur le site internet (2) consacré à ce proche et fraternel compagnon de route.

François VERRAZZANE

(1) *C'est la gloire, Pierre-François !* Éditions de La Table Ronde. Prix franco 20.70 €.

(2) www.matzneff.com

Objectif 10 000

Ça va mieux...

Il y a quinze jours je vous faisais part de mon inquiétude face aux résultats de notre souscription annuelle, lancée plus tard que d'habitude et démarrée avec lenteur. Aujourd'hui mon inquiétude décroît au fur et à mesure qu'arrivent dans mon courrier les réponses à mon appel à l'aide. Mais l'affaire n'est encore gagnée ! Nous frôlons les 7000 euros, il nous en manque encore 3000 pour réussir notre pari et envisager la prochaine année scolaire d'une manière plus sereine. Pour parler en francs, ce qui rend les choses plus compréhensibles, c'est 20 000 francs qu'il nous faut encore rassembler. Somme relativement modeste que nous devrions pouvoir atteindre si tous les retardataires – et ils sont encore nombreux ! – faisaient un effort, même minime, pour nous aider. Alors, faites le geste et gomez mes dernières inquiétudes !

Yvan AUMONT

4^e liste de souscripteurs

Erika Abrams 20 - Raoul Audebert 100 - Christian Barnet 20 - Dominique Baudson 40 - Pierre Beauvais 20 - Didier Bourdelin 20 - Philippe Brébion 100 - Jean-Philippe Chauvin 13 - François Denoël 40 - J.M.D. (Hauts-de-Seine) 100 - J.L.D. (Réunion) 10 - Claude Ferrand-Blazer 16 - R.H. (Paris) 40 - Isabelle Houdart 30 - Fabrice Hugot 150 - Philippe Jeannenot 21.50 - Alain Jouffroy 15 - Yves Lacoste 40 - N.L. (Loiret) 45 - Jean-Baptiste Margantin 10 - André Mercier 80 - Michel Pelletier 100 - Jean Roy de Fraroz 15 - Ludovic Schmitt 40 - Bernard Sonck 150 - Alain Théry 16 - Pierre de La Ney du Vair 200 - Paul Vauris 105 - Hubert Wiat 40 - Benoît Wollseifen 100 - Désiré Wursten 15.

Total de cette liste : 1711.50 €

Total précédent : 5226.94 €

Total général : 6938.44 €

A nos lecteurs

Comme tous les ans *Royaliste* va interrompre sa publication pendant la période estivale. Le prochain numéro (daté du 8 juillet) sera un numéro spécial de 16 pages et sera le dernier avant les vacances. Notre publication reprendra normalement dans la première quinzaine de septembre. Ce numéro "spécial vacances" peut être un bon moyen pour faire connaître *Royaliste* autour de vous : demandez nous en plusieurs exemplaires.

Tarif : 5 ex. 8 € - 10 ex. 15 € - 20 ex. 25 €.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

INTERNET

Le succès de notre « liste de diffusion » sur internet qui permet d'être tenu au courant des activités royalistes est de plus en plus grand. Des centaines de personnes y sont maintenant inscrites.

Pour s'abonner à la liste rien de plus simple : ce service est entièrement gratuit, il suffit d'envoyer un courriel à notre adresse :

royaliste@multimania.com en nous faisant part de votre désir et en nous donnant votre adresse électronique.

Les dépêches que nous envoyons aux abonnés de la liste peuvent aussi bien contenir des renseignements pratiques (réunions, nouvelles parutions) que des nouvelles brèves sur le royalisme français, l'action des Princes, etc.

► D'autre part, signalez-nous les sites internet concernant les monarchies et d'une manière plus générale tous les sites qui touchent au royalisme. Faites-nous part de vos trouvailles en ce domaine.

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

► Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 14,80 € franco.

► Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 2,60 € pièce).

► Vendus aussi par année complète 45,75 € franco de 1977 à 1999 (sauf 1979).

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (7,65 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 4,60 €).

● Mercredi 26 juin : Mille pages sur le défunt comte de Paris ! Après avoir publié un premier essai sur le Prince, Xavier WALTER a voulu approfondir et élargir son champ d'études : le résultat, c'est une biographie complète du comte de Paris. Vie familiale, engagements et écrits politiques, difficultés et crises : au fil de cette existence mouvementée, c'est une grande partie de l'histoire du siècle passé qui se trouve évoquée. Le comte de Paris pouvait-il être "Un Roi pour la France" ? Le titre du livre de notre invité appelle à un vaste débat. Témoins et acteurs confronteront leurs analyses et leurs souvenirs sur l'aventure politique d'un homme qui ne laissait personne indifférent.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (50 F - 7,65 € pour l'année)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Tout savoir, ne rien faire

Sont-ils bêtes ? Sont-ils méchants ? Pas le moins du monde ! Toutes tendances confondues, nos oligarques sont intelligents, cultivés et animés, à l'égard des populations qu'ils administrent, d'excellentes intentions. Ignorent-ils les sentiments de leurs électeurs et les passions françaises ? Au contraire ! Dans le milieu dirigeant, on est toujours très bien informé, même si les sondages font trop souvent tourner les têtes. Dossiers de presse, notes d'experts, responsabilités municipales et déplacements sur le fameux « terrain » donnent à chacun des masses surabondantes de faits, de chiffres et autres « données ».

L'oligarchie n'est donc pas une société d'initiés qui se partageraient d'importants secrets mais un club socioculturel chic, où l'on répète au souper les analyses et les commentaires des grandes plumes de la presse quotidienne. Quant aux mouvements profonds qui agitent le peuple de France, les gens d'en haut n'en savent donc pas plus que les gens d'en bas.

Ils savent que l'abstention atteint des sommets : plus de douze millions d'électeurs se sont abstenus ou ont voté blanc au premier tour de la présidentielle ; et dix sept millions au second tour des législatives. Les résultats sont encore plus cruels si l'on compare le nombre de suffrages exprimés au nombre de Français en âge de voter.

Ils savent que cet impressionnant refus s'explique autant par l'indifférence, plus ou moins feinte, que par la déception de millions de citoyens qui s'estiment régulièrement floués.

Ils savent que ces déçus sont pour la plupart des chômeurs, des jeunes, des travailleurs pauvres, des salariés de toutes catégories qui subissent une ou plusieurs formes d'exploitation.

Ils savent que plus de dix millions d'électeurs ont choisi des candidats protestataires, de la droite populiste à la gauche révolutionnaire, au premier tour de l'élection présidentielle, et ils constatent, comme nous, que cet électorat ne sera pas du tout re-



présenté à l'Assemblée nationale puisque le Parti communiste est devenu l'otage de la direction socialiste.

Ils savent, enfin, que l'assise électorale et sociologique de l'oligarchie et de ses organisations ne cesse de s'affaiblir.

On dit et on répète que les voix de Jacques Chirac ne représentaient que 20 % des suffrages exprimés et 14 % des électeurs inscrits au premier tour de l'élection présidentielle ; on rappelle que, par rapport à l'élection de 1995, Lionel Jospin avait perdu, le 21 avril dernier, 2 millions et demi d'électeurs ; on n'oublie pas, non plus, que toutes les élections depuis vingt ans

se font sur le mode du rejet plus que par adhésion à un projet. Et les analystes affirment, chiffres à l'appui, que les formations de centre droit et de centre gauche perdent leur électorat populaire. En guise de consolation, ils ajoutent que les mêmes phénomènes s'observent dans toute l'Union européenne.

Face à ces observations concordantes, à quelques nuances près, nos oligarques jouent la comédie désormais classique des lendemains d'élection : ils expriment leur préoccupation, voire leur inquiétude quant à l'ampleur des phénomènes constatés ; ils prennent une attitude modeste et assurent qu'ils vont se mettre au travail sans tarder : priorité à l'écoute, à la proximité, au concret, volonté de moderniser le pays...

Nous savons quant à nous que ces prétendus réalistes ne tireront aucune leçon de la réalité chiffrée. Les vainqueurs d'aujourd'hui, qui étaient les battus d'avant-hier (n'est-ce pas, Alain Juppé ?), suivront la ligne tracée par les vaincus d'hier - ce qui devrait logiquement les conduire à la défaite lors de la prochaine consultation. Les principales décisions ont été prises par Jacques Chirac et Lionel Jospin à Lisbonne et à Barcelone, le système européen de contrainte monétaire et budgétaire demeure en l'état, le matériel idéologique n'a pas changé.

Nous savons aussi que la contestation populaire ne faiblira pas : elle vise principalement la technocratie européenne et les milieux politiques et financiers qui sont responsables des ravages exercés par l'ultra-concurrence. Faute de pouvoir exprimer leur colère dans le champ politique, des millions de citoyens l'expriment déjà sur d'autres terrains. La guerre sociale va s'étendre et s'intensifier.

Bertrand RENOUVIN